

17^e édition

CODE
DES
PROCÉDURES
COLLECTIVES

Annoté & commenté

Papier & numérique

DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

CODE DES PROCÉDURES COLLECTIVES

PREMIÈRE PARTIE

LIVRE VI DU CODE DE COMMERCE ET TEXTES D'APPLICATION

I RÉGIME ISSU DE LA LOI DU 26 JUILLET 2005, DE L'ORDONNANCE DU 18 DÉCEMBRE 2008 ET DE L'ORDONNANCE DU 12 MARS 2014

Loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, art. 165, 190 à 192	p. 6
Ordonnance n° 2008-1345 du 18 décembre 2008, art. 173.....	p. 8
Ordonnance n° 2010-1512 du 9 décembre 2010	p. 8
Ordonnance n° 2014-326 du 12 mars 2014, art. 116.....	p. 8
Code de commerce, art. L. 610-1 à L. 696-1	p. 9
Code de commerce, art. R. 600-1 à R. 695-4	p. 866
Code de commerce, art. A. 623-1, A. 663-3 à A. 663-29	p. 1007
Circulaire du 22 juillet 2005 (mesures d'application immédiate de la loi du 26 juill. 2005).....	p. 1014
Circulaire du 9 janvier 2006 (mesures de la loi du 26 juill. 2005 applicables aux procédures en cours)	p. 1015
Circulaire du 16 novembre 2006 (intervention des ordres professionnels ou des autorités compétentes dans les procédures ouvertes à l'égard de professionnels libéraux appartenant à des professions réglementées)	p. 1018
Circulaire du 6 avril 2007 (application du décret n° 2006-1709 du 23 déc. 2006).....	p. 1020

II RÉGIME ANTÉRIEUR À LA LOI DU 26 JUILLET 2005

Code de commerce, anciens art. L. 611-1 à L. 628-8	p. 1021
Décret n° 85-1388 du 27 décembre 1985	p. 1153

DEUXIÈME PARTIE

I DROIT EUROPÉEN

Règlement (UE) n° 2015-848 du 20 mai 2015 (procédures d'insolvabilité)	p. 1211
Règlement (CE) n° 1346-2000 du 29 mai 2000 (procédures d'insolvabilité).....	p. 1255

Circulaire du 15 décembre 2006 (relative au Règlement n° 1346-2000 du 29 mai 2000)	p. 1280
--	---------

II MANDATAIRES JUDICIAIRES

Code de commerce, art. L. 811-1 à L. 814-16	p. 1281
Code de commerce, art. R. 811-1 à R. 814-169	p. 1309
Code de commerce, art. A. 811-1 à A. 814-7	p. 1371

III PRÉVENTION DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

Code de commerce, art. L. 234-1 à L. 234-4 et R. 234-1 à R. 234-7 (procédure d'alerte dans les sociétés commerciales)	p. 1383
Code de commerce, art. L. 251-15 et R. 251-3 (procédure d'alerte dans les GIE)	p. 1388
Code du travail, art. L. 2312-63 à L. 2312-67, R. 2312-29, R. 2312-30 (droit d'alerte du comité social et économique)	p. 1389
Code rural et de la pêche maritime, art. L. 351-1 à L. 351-7-1, R. 351-1 à R. 351-7 et D. 354-1 à D. 354-15 (exploitations agricoles en difficulté)	p. 1392
Code civil, art. 1799-1 ; Décr. n° 99-658 du 30 juill. 1999, art. 1 ^{er} (garantie de paiement des entrepreneurs)	p. 1401
Code des assurances, art. L. 423-1 à L. 423-8 et R. 423-1 à R. 423-18 (garantie des assurés)	p. 1403
Code monétaire et financier, art. L. 312-4 à L. 312-6-1, L. 312-16 à L. 312-18 ; Arr. du 27 oct. 2015 (garantie des déposants)	p. 1411
Code monétaire et financier, art. L. 313-50 et L. 313-51, D. 313-26 à D. 313-31 ; Règl. CRBF n° 99-12 (garantie des cautions)	p. 1424
Code monétaire et financier, art. L. 322-1 à L. 322-10 ; Règl. CRBF n° 99-14 (garantie des investisseurs)	p. 1428
Code monétaire et financier, art. L. 313-22 ; L. n° 94-126 du 11 févr. 1994, art. 47 ; Code de la consommation, art. L. 333-1, L. 333-2, L. 343-5, L. 343-6 (information des cautions)	p. 1437
Code de commerce, art. L. 526-1 à L. 526-21 et R. 526-1 à R. 526-14 ; Code civil, art. 1387-1 (protection de l'entrepreneur individuel et du conjoint)	p. 1440
Décret n° 2007-686 du 4 mai 2007 et Circulaire du 9 janvier 2015 (action des pouvoirs publics)	p. 1452

IV TRAITEMENT DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

Code civil, art. 1844-7 (7°) (dissolution des sociétés), 2332 (privilège des producteurs agricoles) et 2488-9 à 2488-11 (agent des sûretés)	p. 1463
Code général des impôts, art. 1756 (remise de pénalité) et 1929 <i>quater</i> (publicité du privilège du Trésor public)	p. 1469
Livre des procédures fiscales, art. L. 269 A et L. 269 B (droit de poursuite individuelle de l'Administration fiscale en cas de liquidation judiciaire)	p. 1473
Code des assurances, art. L. 113-6 (continuation des contrats d'assurance), L. 132-14 et L. 132-17 (contrats d'assurance-vie), L. 443-1 (engagements de caution des entreprises d'assurance)	p. 1474

Code de la sécurité sociale, art. L. 243-4 et L. 243-5 ; R. 243-20-2 et R. 243-20-3 ; D. 243-3 (privilège de la sécurité sociale, remise de dette, cession de rang de privilège ou d'hypothèque)	p. 1476
Code des douanes, art. 379 bis ; Décr. n° 2007-568 du 17 avr. 2007 (publicité du privilège des douanes)	p. 1480
Code du travail, art. L. 3253-5 (privilège du façonnier)	p. 1483
Code de la propriété intellectuelle, art. L. 132-15 et L. 132-30 (contrats d'édition et de production audiovisuelle)	p. 1484
Code monétaire et financier, art. L. 211-10 (procédure collective d'un intermédiaire habilité)	p. 1485
Code monétaire et financier, art. L. 211-20 et D. 211-10 à D. 211-14-1 (nantissement de compte-titres et de titres financiers)	p. 1485
Code monétaire et financier, art. L. 211-36 à L. 211-40 (opérations sur instruments financiers)	p. 1488
Code monétaire et financier, art. L. 313-12 (crédit d'exploitation aux entreprises – rupture de crédit et crédit abusif)	p. 1491
Code monétaire et financier, art. L. 313-22-1 (engagements de garantie des établissements de crédit et des sociétés de financement)	p. 1508
Code monétaire et financier, art. L. 330-1, L. 330-2 et R. 330-1 à R. 330-3 (systèmes de règlements interbancaires et systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers)	p. 1508
Code monétaire et financier, art. L. 440-7 à L. 440-9 (adhérents d'une chambre de compensation)	p. 1512
Code monétaire et financier, art. L. 513-13 et L. 513-18 à L. 513-21 (sociétés de crédit foncier)	p. 1513
Code monétaire et financier, art. L. 613-24 à L. 613-31 et R. 613-19 à R. 613-23 (traitement des établissements de crédit, des sociétés de financement, des établissements de paiement, des établissements de monnaie électronique et des entreprises d'investissement en difficulté)	p. 1514
Code monétaire et financier, art. L. 613-31-1 à L. 613-31-10, R. 613-24 à R. 613-26 (mesures d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement)	p. 1521
Loi n° 75-1334 du 31 déc. 1975, art. 12 (action directe du sous-traitant)	p. 1525
Loi n° 86-1067 du 30 sept. 1986, art. 42-12 (cession des entreprises titulaires d'une autorisation relative à un service de communication audiovisuelle)	p. 1526